

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS UNISSEZ - VOUS

LA LUTTE



Contre les crimes Staliniens !

Mercredi 9 Mars à 20 h. 30, Salle Wagram

GRAND MEETING

Orateurs : P. O. I., J. S. R., C. G. T., P. S.,
Comité d'enquête, etc. (voir affiche)

Rédaction-Administration - 15, passage Dubail (54, Bd. Magenta) Paris X.

ABONNEMENTS

France : 1 an : 22 frs. ; 6 mois 11 frs. ; 3 mois 5 frs.

Etranger : 1 an : 40 frs. ; 6 mois 20 frs. ; 3 mois 10 frs.

Compte Chèque Postal : Alfred BARDIN : n° 1907-81 Paris

Hebdomadaire du Parti Ouvrier Internationaliste (Bolchevik Léniniste) - Section Française de la 4^e Internationale

Encore un crime de Staline contre l'U. R. S. S.

DANS LE NORD

Comment les Travailleurs ont été trahis

Lille, 23 février, de notre correspondant régional. — Le Gouvernement Chautemps s'est donné pour double tâche : d'une part de réduire à néant les moyens d'action concertés dont disposent les travailleurs de notre pays et, d'autre part, de défendre, sur le plan de la politique extérieure, les conquêtes économiques et territoriales de la bourgeoisie impérialiste.

Appelé à exercer ses talents dans le cadre d'une situation internationale lourde de risques de guerre, et d'une situation intérieure, non moins lourde de perspectives révolutionnaires, décidé à faire face à toute éventualité, Chautemps doit consacrer actuellement une grande part de ses efforts à créer les conditions hors desquelles la bourgeoisie française ne pourrait, sans crainte d'être défaite, participer à l'opération mondiale de brigandage en préparation.

Organisation de l'« Union sacrée » et de la « Paix sociale » qui en est inséparable, tel est l'objectif gouvernemental du moment. Union des Français, collaboration de classes, respect de la propriété capitaliste et de la souveraineté patronale, telles sont les formules qui définissent présentement les perspectives du troisième Ministère du Rassemblement Populaire.

Aux formules proposées par Chautemps les parlementaires contrôlés par les Partis « ouvriers » opposent l'expression de leur considération distinguée à l'adresse du Gouvernement, Joubaux associe la C.G.T. à l'hommage des députés. Les travailleurs, par contre, qui voient en angouisse se réduire de jour en jour leurs conditions d'existence, leur droit à la vie et leurs moyens d'action ; les travailleurs qui savent que l'Union sacrée signifierait l'écrasement définitif de leur classe et qui connaissent le prix de la collaboration des Partis et de la C.G.T. avec le gouvernement (suppression du droit de grève, abandon de l'échelle mobile, etc...), ne l'entendent pas de cette oreille.

Ainsi s'expliquent, par la pression des événements la politique de Chautemps et aussi par la trahison des Partis « ouvriers » le succès de cette politique.

Ainsi s'expliquent par les difficultés d'existence et les inquiétudes qui assaillent les travailleurs le fait que ceux-ci aient effectué dans le Nord une tentative d'auto-défense qui doit retenir l'attention.

Pourquoi les métallos du Nord ont-ils menacé de faire grève ?

Cela a commencé, les lecteurs habitués de « La Lutte » le savent, par le conflit du Textile. Les 260.000 travailleurs de cette industrie avaient été choisis comme premières victimes de l'agression préparée par la politique gouvernementale de réduction systématique de la condition ouvrière. Pour la première fois, en effet, un surarbitre chargé de réviser

les salaires de ces ouvriers à la suite d'une variation importante des indices du « coût de la vie » (11,3%) devait compenser pour moitié seulement cette variation par l'augmentation des salaires (5,5%), sentence Bernard.

Les métallurgistes du Nord dont les revendications sont, en ce qui concerne les rajustements de salaires, celles de leurs camarades du Textile, redoutant de subir le sort réservé à ceux-ci, menacèrent de faire grève le cas échéant.

La sentence de Suquet, surarbitre chargé de fixer le relèvement des salaires dans la métallurgie, sentence qui confirmait la précédente rendue par Bernard — surarbitre du textile — devait provoquer une explosion de colère des métallos.

80.000 ouvriers, sans s'inquiéter des difficultés que leur attitude pouvait créer au Gouvernement de la « pause », se rebellèrent contre la décision d'un surarbitre.

(Lire la suite page 3)

Congrès du Front Populaire

La Parole aux Masses !

Au nom de la défense de la démocratie bourgeoise, le Front Populaire a supprimé toute démocratie dans ses rangs. Le blocus, la dévaluation, la pause, toutes les capitulations ont été décidés et votés, sans et contre le consentement des travailleurs, par les chefs radicaux, socialistes, communistes.

Dans sa thèse sur les Comités d'action adoptée par les bolchevicks-léninistes, notre camarade Léon Trotsky montrait comment une véritable démocratie pouvait être instaurée dans le rassemblement populaire ; seulement par les comités d'action élus par la masse des travailleurs sur le lieu de la lutte ou du travail. Il ajoutait que sur ce point la motion Dimitroff, du septième Congrès de P.C., contenait une suggestion positive : élire de tels comités. Mais précisément avions-nous prévu, c'est la raison pour laquelle, les chefs staliniens n'accepteront jamais de tels comités.

Dès les premiers jours du gouvernement de Front Populaire, les masses voulurent des comités exprimant leur volonté de lutte. L'Humanité avait fait quelques phrases dans ce sens. Mais quel tintamarre chez les réactionnaires et chez les radicaux, contre « le ministère des masses » ! Les chefs dits « communistes », ont précipitamment battu en retraite, et ils ont ainsi permis aux radicaux de diriger le Front Populaire, au nom des intérêts de la bourgeoisie, tandis qu'ils imposaient, de leur côté, silence aux masses.

(Lire la suite page 3, 1^{re} colonne)

L'Inquisition stalinienne vient de préparer une nouvelle fournée de victimes... consentantes. Staline renouvelle le calcul de ses premiers amalgames contre Zinoviev, Kamenew, contre Piatakov, Radek. Il veut imposer, par de nouveaux cadavres, ses monstrueuses et déhonnêtes accusations contre Trotsky. Les nécessités des capitulations stalinienne devant le capitalisme, lui imposent les luttes à mort contre le vieux militant de la révolution socialiste mondiale. Staline continue cette lutte réactionnaire avec les moyens propres à sa mentalité personnelle de satrape, de Borgia moderne.

Toutes les accusations portées par Staline, cette fois encore, seront examinées par nous dans le détail, point par point. D'ores et déjà il apparaît que les faits matériels qui pourront être invoqués (par exemple : sur les conflits qui se produisirent entre Boukharine et Lénine en 1920, sur le scandale du docteur Pletniou), seront amalgamés à de pures inventions et transformés, afin qu'ils puissent servir d'appuis à l'édifice ignoble de mensonges et de calomnies de ce nouveau procès.

Néons que Trotsky dans « Les crimes de Staline », notre regretté camarade Sédoïf dans « Le Livre Rouge » ont réfuté tout les mensonges des deux premiers procès sans qu'il fut possible à aucun des intellectuels et juristes à la solde de Staline d'opposer quoi que ce soit à ces réfutations.

LA COMMISSION D'ENQUETE SUR LES PROCES DE MOSCOU a rendu à New-York un verdict écrasant contre l'auteur des procès Zinoviev-Kamenew et Piatakov-Radek. Staline, criminel démasqué, répond par la provocation et de défi impudent.

Mais les crimes de Staline, frappant à la tête de l'Etat Ouvrier, à la tête de l'Armée, à la tête de l'appareil économique, sont autant de coups portés à la puissance de l'U.R.S.S., à la première conquête révolutionnaire du monde.

C'est pourquoi nous appelons les ouvriers révolutionnaires à relever le défi stalinien, à empêcher les crimes qui sont projetés après ce troisième procès, EN EXIGENT DANS LEUR ORGANISATION LE CONTROLE SUR LES AGISSEMENTS DE STALINE.

Le réformiste Séverac se contente dans le Populaire de proposer ses insinuations contre le Régime créé par la Révolution. Cachin continue son rôle infâme de laquais et demande aux critiques de Staline, d'attendre le procès (oui, dans ce procès ? les bordées d'injures et de calomnies qui tiennent lieu d'accusation ?) alors que lui n'attendant pas pour tout accepter d'avance les yeux fermés, il est payé pour ça, comme il était payé pendant la guerre 14-18 pour calomnier les révolutionnaires internationalistes. Laissons ce bas laquais à sa triste besogne. Les ouvriers honnêtes ne mangent pas à ce râtelier-là.

Nouvelle
boucherie
Thermidorienne

A l'action pour les vieux bolchevicks !

Le prolétariat doit sauver Rakovsky, Krestinsky...

La dépêche de Moscou annonce que le procès vise 21 personnes. Une fois de plus, la technique de l'amalgame a été utilisée pour mêler une série d'hommes qui s'opposèrent dans les 15 dernières années. La liste dressée par le Guépéou comporte :

1° Boukharine, ancien membre du Bureau Politique du P.C., ancien Président de l'Internationale Communiste, ancien directeur de la Pravda ;
Rykov, ancien membre du Bureau Politique du P.C. russe, ancien Président du Conseil des Commissaires du Peuple, commissaire au P.T.T., etc...
Grinko, ancien Commissaire aux Finances, ancien Président de la Commission du plan d'Etat. Ces trois hommes étaient connus comme droitiers depuis les années 1923-24.

Tchernov, Ivanov, anciens commissaires du Peuple, plutôt liés aux droitiers.

Ils ont soutenu Staline contre l'opposition de gauche, puis ont été brisés depuis le plan quinquennal (1929-30). Ils sont parmi les fondateurs de l'Etat Soviétique.

2° Rakovsky, ancien Président du Conseil des Commissaires d'Ukraine, ambassadeur en France, qui fut le chef de l'opposition de gauche depuis l'exil de Trotsky jusqu'à sa capitulation en 1935. Rakovsky fut exilé en 1928 à Barnaoul où il resta déporté de longues années. L'un des rares parmi les capitulards, il ne rédigea pas de louanges à Staline.

3° Krestinsky, ancien secrétaire du P.C., puis ambassadeur à Berlin, adjoint à Litvinov. Appartint à l'opposition de gauche de 1923 à 1926 et fut ensuite un fidèle diplomate stalinien ; Rosenholz, ancien Commissaire du peuple aux finances et au commerce extérieur.

4° Zelensky, Bessonov, Ibramon, Kodjalic, Charangonitch, Zubarev et Boulanan, anciens dirigeants, la plupart staliniens.

5° Jagoda, chef de la Guépéou jusqu'en 1937. Bras droit et exécuteur des premiers crimes de Staline, organisateur du premier procès, qui tombe victime de ses propres machinations. Corrompu jusqu'à la moelle et provocateur en chef.

6° Enfin 4 médecins (Levine, Pletnev, Kazakov et Maksinov) et l'ancien secrétaire de Gorki, Krioutchikov, qui sont ajoutés à la liste pour « prouver » qu'ils ont assassiné Gorki.

La liste des accusations se ressent ainsi de l'amalgame : espionnage au profit de l'étranger, sabotage, provocation, terrorisme, séparation de la guerre d'agression contre l'U.R.S.S., séparation de l'Ukraine, de la Russie Blanche, de la Géorgie, de l'Arménie, de l'Azerbeïdjan, de la province maritime, destruction de l'ordre socialiste en U.R.S.S., assassinat de Koubichev (ancien commis à l'industrie lourde), de Mendjinsky (ancien chef de la Guépéou auquel Jagoda succéda), et de Gorki, mort à Moscou en 1936. Enfin, après 200 autres, ces 21 accusés sont convaincus « d'avoir organisé l'assassinat de Kirov », cadavre providentiel ! Dernière accusation : avoir, en 1918, au moment de la paix de Brest-Litovsk, préparé l'assassinat de Lénine, de Suerdlov et de Staline.

Mais dès à présent les falsifications politiques monstrueuses apparaissent en pleine lumière. La clique de Staline s'imagine que le prolétariat international est mûr pour écouter sans critique ses falsifications monstrueuses. Elle se trompe.

Par les moyens que nous avons déjà dénoncés, elle pourra tenter de faire croire que Gorki a été « assassiné ». Mais personne ne parviendra à falsifier l'histoire, à travestir le rôle de Trotsky (ni d'ailleurs celui de Boukharine et autres) dans la paix de Brest-Litovsk.

Trotsky lui-même déclarait récemment qu'un jour prochain les staliniens n'hésiteraient pas à l'accuser d'avoir réprimé la rébellion de Cronstadt en 1921. En attendant, ils reprennent déjà les pires canailleries accusant Trotsky d'avoir été « l'agent d'une puissance étrangère » depuis 1931 ! Les gardes blancs et autres canailles n'ont pas hésité naguère à raconter que Trotsky avait été au service de la police allemande... avant la guerre. Ensuite, Kerensky et les siens ont calomnié Lénine, Trotsky, Zinoviev et d'autres en les accusant d'agents de l'Allemagne. Staline répète cette vieille calomnie aujourd'hui.

Avec ce procès, Staline tente de porter un nouveau coup au prolétariat international. Malgré ses phrases gauches à Ivanov, il donne un gage de plus à la bourgeoisie internationale.

La IV^e Internationale relèvera une fois de plus les calomnies et les mensonges.

Mercredi 9 mars, à la Salle Wagram, le P.O.I. associé avec une série d'organisations et le Comité pour l'Enquête sur les procès de Moscou crieront la vérité, alerteront les travailleurs contre ces nouveaux crimes, défendra Léon Trotsky. Tous les militants de l'avant-garde ouvrière seront alertés, amèneront en masse leurs camarades à ce meeting.

A l'heure où la bourgeoisie française mène son attaque décisive contre le prolétariat, les chefs staliniens élargissent leur attaque pour décapiter l'avant-garde : organisons la riposte. Démasquons les provocations !

Dans le prochain numéro de la Lutte Ouvrière nous publierons une série de documents rétablissant la vérité contre les accusations staliniennes.

A bas le Statut du Travail !

La seule voie : Révolution Socialiste

Le Parlement bourgeois (Chambre des députés « Front Populaire » et Sénat dit républicain) poursuit, sans animation violente, la discussion des six projets de lois qualifiés pompeusement et avec une ironie monstrueuse : « Statut moderne du Travail ».

Devant la crise du régime capitaliste toute la presse quotidienne quelle qu'elle soit, fait appel à l'union de tous les Français pour faire bloc contre l'ennemi extérieur qui menace la France : c'est la préparation chauvine des masses exploitées à accepter leur esclavage afin de permettre à leurs maîtres les capitalistes de faire de bonnes affaires et de préparer le massacre impérialiste comme en 1914-1918.

Mais cette politique chauvine et d'union sacrée rencontre des obstacles dans son application : la classe ouvrière n'accepte pas de laisser liquider définitivement ses conquêtes de juin 1936 et l'approfondissement de la crise du régime capitaliste la pousse à de nouvelles luttes.

Cependant dans toutes les interventions parlementaires sur le « Statut moderne du Travail » — du député Croix de Feu (Wiedmann-Golran) — au député « communiste » Croizat — il n'est question que de la nécessité pour résoudre les « difficultés » sociales actuelles, d'établir la paix sociale, c'est-à-dire d'organiser et d'assurer une collaboration paisible entre patrons et ouvriers, exploités et exploités.

La politique des exploités

« Messieurs, ce qui doit être notre première préoccupation, ce qui importe avant tout, c'est le maintien de la paix sociale » déclarait le duc de Dalmatie au cours du débat général qui eut lieu à la Chambre des Députés le 17 février 1938 sur l'ensemble du « Statut moderne du Travail ».

Le même député (c'est un duc !) constatait avec satisfaction que le code soumis à la discussion du Parlement substituait « à l'esprit de lutte des classes l'esprit de collaboration ». Mais pour le duc en question « pour assurer la paix sociale, il faut organiser la profession ». Organiser la profession ? Ça vous a un relan de corporatisme cher aux syndicats jaunes des Croix de Feu, doriotistes et autres chiens enragés du capital.

Les députés réactionnaires ne refuseraient certes pas de voter des lois qui renforcent les moyens de domination de leur Etat : l'Etat capitaliste de leur Etat ! Ils ajoutent « que la plupart de nos difficultés proviennent beaucoup moins de l'absence de textes que du défaut de l'application nécessaire à leur application » (extrait de l'intervention du réactionnaire François Martin).

Le patronat se contente de moins en moins des promesses gouvernementales de répression anti-ouvrière : il en exige la mise en application sinon...

C'est ainsi qu'à propos de l'action ouvrière contre les jaunes utilisés, au cours de la grève de l'Alimentation parisienne, par la direction des Laiteries Modernes, « La Journée Industrielle », quotidien de la C.G.P.F., explique que « le gouvernement a été impuissant « à l'origine » à faire respecter l'ordre ! (Numéro du 25-2-38).

« Impuissant à l'origine », cela veut dire que la police « républicaine » a bien réprimé l'action ouvrière contre les jaunes, mais pas assez vite. De là les patrons tirent la nécessité d'organiser leur propre police privée pour agir « à l'origine », rapidement, en attendant la répression policière officielle. C'est ce qu'organise patiemment la C.G.P.F., sous la direction du chippiste Paul Guichard, ex-Directeur de la police municipale de Paris. Les Croix de Feu, le Parti Populaire Français de Doriot et leurs syndicats dits professionnels, sont les instruments poli-

Staline veut le sang de Boukharine !

Entre 1925 et 1928 Staline a entièrement soutenu Boukharine, c'est lui qui l'a fait placer à la tête de l'Internationale Communiste.

Au XIV^e Congrès du P.C.R., répondant à l'opposition qui attaquait la politique économique de Boukharine, Staline déclara :

« Boukharine n'a commis qu'une faute insignifiante, il n'a contrevenu à aucune décision du C.C. Comment expliquer que malgré cela on continue encore à faire la chasse à Boukharine ? Enfin, que lui voulez-vous à Boukharine ? Ils exigent le sang de Boukharine ! C'est le sang de Boukharine que vous exigez ? Nous ne vous le donnerons pas, ce sang, sachez-le bien. »

(Procès-verbal du XIV^e Congrès du P.C. Russe, traduction française : « La Russie vers le Socialisme — 1926 ».)

Poursuivons la lutte contre le Code de l'Indigénat

Sur l'initiative du « Secours Algérien », jeune organisation pour venir en aide aux victimes de la répression colonialiste, le C.V.L.A., la S.T.A., les J.E.U.N.E.S., le P.P.A., avaient convié les ouvriers d'Algérie à un meeting contre les lois d'exception qui pèsent sur les Algériens.

Le préfet Bourat, ne s'est nullement senti gêné par le Gouvernement F.P. pour interdire ce meeting seulement 12 heures à l'avance !

Et Chautemps explique au patronat qu'elle est sa politique : « Ce n'est que peu à peu, par une adaptation progressive des textes, comme par une éducation patiente des citoyens, que nous parviendrons à un régime cohérent et stable. »

Mais la police s'est montrée plus que provocante elle a organisé un véritable guet-apens. En effet, tandis que la foule des travailleurs arabes stationnait aux abords de la salle où devait se tenir le meeting, un peloton de la garde mobile était massé à la place du Gouvernement.

Pour attirer en cet endroit les ouvriers musulmans et les séparer de la population européenne, un mot d'ordre d'origine mystérieuse, invita les adhérents du P.P.A. à se rendre devant leur local. Les militants réussirent à déjouer la machination ; il n'y eut pas de manifestation devant le local du P.P.A.

A l'heure actuelle, la population musulmane est unanime à réprouver cet acte fasciste. Les milieux européens doivent faire savoir au Gouvernement que la liberté de parole accordée aux maires réactionnaires, aux Jean, au P.S.F., P.P.F. et compagnie, ne peut pas être refusée à ceux qui veulent exprimer leur pensée sur les lois d'exception.

Il semble que la préfecture se soit affolée en s'apercevant que le P.P.A. s'est attiré des sympathies parmi les Européens, d'où importance extraordinaire du service d'ordre ; présence du préfet lui-même et de 5 ou 6 commissaires de police.

Il s'agissait en effet d'empêcher que pour la première fois à Alger le P.P.A. sorte de son isolement.

Nous disions que la police vient d'essayer un échec car à Alger, tout le monde a pu voir que J.E.U.N.E.S., les sections algéroises du Comité de Vigilance des Intellectuels anti-fascistes, la Solidarité Internationale Antifasciste ont compris que le Parti du Peuple Algérien n'était pas à la solde de l'étranger, mais qu'il cherche la

vain la politique révolutionnaire du prolétariat :

Pour lutter victorieusement contre les jaunes organisés militairement et les bandes fascistes armées chargées de les soutenir pour briser les luttes ouvrières, le P.O.I. appelle à l'organisation des ouvriers en milices ouvrières sur le lieu du travail et localement.

Pour imposer les conventions collectives nationales, le contrôle de l'embauchage et du débauchage, l'échelle mobile des salaires sur la base d'indices du coût de la vie établis par les organisations syndicales de la C.G.T., le P.O.I. appelle les ouvriers à organiser eux-mêmes leurs luttes, à s'organiser en Comités élus par entreprise pour constituer les organes de leur propre pouvoir qui se dressent face au pouvoir bourgeois.

Le P.O.I. appelle à la coordination de ces Comités, à leur liaison par industrie, régionale et nationale par l'organisation de Congrès des délégués d'entreprises. Un Congrès extraordinaire et immédiat de la C.G.T. devra engager la Confédération dans cette voie, malgré les bonzes.

Le P.O.I. appelle à la lutte pour dévoiler et abattre le secret des affaires commerciales des exploités qui camoufflent leurs bénéfices, leurs manœuvres de sabotage de la production, leurs préparatifs de guerre civile. Le P.O.I. appelle à la lutte pour l'exercice du contrôle ouvrier sur toute la production, seul moyen pour que la classe ouvrière soit à même de connaître exactement le fonctionnement du régime capitaliste.

Face à la politique de collaboration des classes des dirigeants stalinistes et réformistes du Front Populaire, le P.O.I. préconise le front unique de lutte de tous les exploités pour arracher leurs revendications immédiates, pour préparer le renversement violent de la bourgeoisie, pour instaurer un gouvernement qui soit l'expression directe du front unique de lutte des exploités : le gouvernement ouvrier et paysan.

Une seule solution à la crise du régime capitaliste : la révolution socialiste !

voie qui mènera la population musulmane vers la Libération !

Et maintenant Révolutionnaires d'Algérie, en avant pour imposer à Bourat, préfet de « front Populaire », la liberté de parole !

Le P.P.A. veut se laver des calomnies dont on se sert pour l'isoler. Obligons les colonialistes avoués ou camouflés, à entendre les revendications des ouvriers qu'ils affament, qu'ils insultent et qu'ils trahissent.

Comment la PRESSE informe ses lecteurs.

L'Echo d'Algérie « de gauche » n'a certainement pas eu connaissance des atterrissements, car il n'en parle pas.

La Dépêche Algérienne « de droite » dit que le meeting était organisé par le P.P.A. et par des « organisations » bolcheviques en faveur du projet Blum-Viollette !

Regroupement Impérialiste contre l'U. R. S. S.

C'est sous l'aiguillon d'une nouvelle crise mondiale actuellement en formation et de la croissance inouïe des réarmements colossaux que les bourgeois européens simulent des efforts pour trouver un compromis.

L'U.R.S.S. est directement menacée. Staline multiplie ses concessions au Japon et accentue sa réserve en Chine, comme en témoigne les déclarations du ministre chinois en U.R.S.S. La bureaucratie stalinienne menace les puissances occidentales au cas d'abandon de reprendre la tactique de la lutte des classes et exerce sur leurs gouvernements une pression par les sections « communistes » nationales, manifestant ainsi malgré elle en cette période de crise que le seul instrument efficace pour défendre l'U.R.S.S. reste le prolétariat mondial.

Et l'impérialisme français ? Il sait que, lui surtout, fera les frais du pacte à quatre ; qu'en tous cas il y perdra ce qui lui reste d'hégémonie en Europe et son système d'alliances. Mais, seul, en face de l'hostilité anglaise, il sait aussi qu'il ne peut pas plus aujourd'hui qu'hier « faire le grand jeu de l'Europe ». D'où les hésitations des derniers débats à la Chambre.

On ne peut tirer qu'une conclusion : il n'y a pas de politique extérieure de l'impérialisme français. Cela pour plusieurs raisons. La crise économique et sociale à l'intérieur ne permet pas à l'impérialisme français d'affronter les rivalités internationales avec l'assurance, malgré la complexité cyniquement avouée des directions « ouvrières », qu'il aura le pays unanime derrière lui. La base nationale de l'impérialisme français est trop étroite pour lui permettre d'assurer efficacement ses exigences multiples et contradictoires. L'essai donc de maintenir sa position, en se débattant dans ces contradictions inextricables.

Aussi l'unanimité à la Chambre n'est-elle que pure façade. Elle indique l'incertitude de la bourgeoisie

française, nullement son orientation en politique extérieure. Un point d'importance pourtant mérite d'être dégagé et constitué, seul, le fond réel de cette unanimité. Bourgeois de toutes nuances et chefs « ouvriers » ont une fois de plus exprimé leur volonté de tout sacrifier et d'écartier toute division devant l'Union sacrée pour la défense « des intérêts généraux de la France », particulièrement pour la défense nationale. Qu'est-ce que cela veut dire clairement ? Que la bourgeoisie — elle le rappelle à ses valets dans le camp ouvrier — entend sacrifier aux exigences de l'impérialisme français et des dépenses militaires, les réformes sociales, les libertés politiques et la libération des peuples coloniaux.

Quels sont les autres points d'unanimité ? Subordonner toute initiative au maintien de l'alliance anglaise. La bourgeoisie française sait bien qu'elle ne peut conserver ses positions en Europe que dans la mesure où elle s'y met au service des intérêts anglais. Devant la menace d'une expansion allemande, beaucoup plus dangereuse pour l'impérialisme français que pour l'Angleterre, maintien du pacte franco-soviétique. Enfin, à la faveur des négociations ouvertes, faire pression pour aboutir à un pacte tripartite, renouvelant l'accord de Stresa, entre l'Angleterre, la France et l'Italie. Un tel pacte ne réglerait pas, du moins par une pause provisoire, les contradictions européennes, mais la bourgeoisie française espère en faire une arrière devant l'expansion allemande.

Au sein même de cette unanimité une double opposition se manifeste. A droite, Flandin et la fraction la plus réactionnaire de la bourgeoisie, qui poussent à fond la constitution du pacte à quatre. Ils sont sur le espoir de maintenir les positions européennes et coloniales de la France par un accord avec l'Allemagne sur la base d'une poussée allemande vers l'Est contre l'U.R.S.S. ; et, par suite, en continuant une nouvelle Sainte Alliance réactionnaire, de pouvoir se garantir contre une poussée révolutionnaire en Europe et d'écraser rapidement le mouvement ouvrier en France.

A gauche, les députés communistes, qui défendent les intérêts menacés de la bureaucratie stalinienne. Ils font pression pour maintenir l'efficacité militaire du pacte franco-soviétique et l'appui français à la participation de l'U.R.S.S. au concert européen. Mais, contrairement à ce qu'on sur le terrain de l'Etat ouvrier et du prolétariat mondial, mais sur celui de la bureaucratie stalinienne et des rivalités impérialistes, ils ne peuvent continuer qu'une « opposition de sa maj. té ». Ils mènent une po-

litique de chien crevé, au fil des eaux franco-anglaises. Définitivement entraînés par le courant d'union sacrée qu'ils ont suscité, ils cèdent, sous le couvert d'une résistance journalistique et parlementaire, aux exigences que dicte sa situation à l'impérialisme français. Gabriel Péri propose vainement à la bourgeoisie de défendre ses intérêts par une politique impérialiste différente de celle qu'elle accepte et favorise aux visées du stalinisme. Mais Chautemps, Delbos et Reynaud sont meilleurs juges des intérêts de leur classe que Péri. Affaiblissant par des concessions sans cesse grandissantes la résistance du prolétariat français, les stalinistes sacrifient par là même les véritables moyens de défense de l'Etat soviétique.

Sans doute une partie de la bourgeoisie française, représentée par Reynaud, veut-elle le maintien et le renforcement du pacte franco-soviétique. Mais c'est parce que, dans l'alliance, c'est l'impérialisme français qui domine ; parce que le pacte à la France fournit un appui militaire important ; parce que, par leur conduite passée, Staline et les stalinistes français ont montré à la bourgeoisie leur volonté de sacrifier à cette alliance tous les intérêts des ouvriers et de la révolution.

A quels changements aboutissent ces transformations dans les rapports de force ? Il est trop tôt pour le dire. On ne peut que se borner à quelques constatations et surtout à des conjectures. Rien n'est encore entré dans une étape décisive. Les négociations se prolongent avec des hauts et des bas, traduisant l'inextricable enchevêtrement des intérêts. Mais elles s'orientent incontestablement vers le compromis. Dans un accord ultérieur, l'axe Rome-Berlin se trouvera noyé, révélant ainsi qu'il ne constituait qu'une association de mécontentements, résolue à se frayer une issue vers le marché mondial, mais incapable d'une politique d'entrevue mondiale et prête à se disjoindre devant l'éventualité d'un accord satisfaisant. L'axe sera-t-il brisé ? Toutes les contradictions qui opposent l'Allemagne et l'Italie dans leur expansion, mènent fatalement à cette rupture. Dans la mesure où le bloc franco-anglais offrira à l'Italie des satisfactions substantielles, l'axe se rompra et l'Allemagne sera isolée.

En tous cas, une conséquence maintenant inéluctable des négociations est l'isolement de l'U.R.S.S. et l'affaiblissement de ses positions : c'est la conséquence fatale de toute la politique de Staline au cours des dernières années. Abandonnant toute confiance dans le soutien du prolétariat, contrairement même par sa position intérieure à lutter contre tout mouvement prolétarien dans le monde, la bureaucratie stalinienne a confié la défense de l'U.R.S.S. à des alliances militaires avec des impérialismes, sacrifiant à ces accords les intérêts ouvriers. Mais alors, les bolcheviks-léninistes ont dénoncé ces pactes, tels qu'ils étaient conclus, comme une duperie. Ils ne donnent rien à l'U.R.S.S. Par contre, ils paralysent l'instrument essentiel de sa défense, la lutte prolétarienne, en liant les ouvriers à leurs bourgeoisies. Dès lors, nous avons dit : « La bourgeoisie française trahira, et trahira à tous les instants. »

EN ESPAGNE

LA LUTTE POUR LA IVe INTERNATIONALE

La victoire de Teruel, aujourd'hui perdue par le gouvernement de la défaite Negrin-Staline, fruit du courage et de l'abnégation des masses révolutionnaires, avait ranimé la haine de celles-ci pour la dictature negrino-staliniste. Mais le gouvernement, en bon instrument bonapartiste, profita de cette victoire pour renforcer les mesures bureaucratiques et policières contre la classe ouvrière. Liquidation des moindres vestiges de contrôle syndical dans les usines, renforcement de la discipline bourgeoise dans l'armée, asservissement de la Catalogne, enfin, sous un masque encore plus perfide et plus hypocrite, plus « convenable » aux gentlemen de Londres et de Paris, continuation de la répression. Au point de vue économique, les masses sont dans la disette la plus effroyable. Mais MM. les chefs stalinistes et les bourgeois, qui accaparent les vivres à leur profit, au profit de leurs familles et de leurs serviteurs dociles.

La direction bourgeoise réformiste-staliniste est de plus en plus incapable d'organiser l'économie, de développer l'industrie de guerre, de mettre en œuvre les admirables ressources d'héroïsme des ouvriers et de dresser un plan d'offensive pour la victoire. La direction « anarchiste » dépasse en servilité et en bassesse le comble de l'ignominie. Entre autres un fait significatif : la direction de la C.N.T. est allée jusqu'à livrer aux tortionnaires de la contre-révolution bourgeoise les héroïques 25 ouvriers anarchistes qui avaient résisté en septembre, les armes à la main, dans le local des « Comités de Défense ».

La direction du P.O.U.M. est complètement coupée de la base qui est dispersée et livrée à elle-même. Des publications illégales du P.O.U.M. (La Batala, et Juventud Obrera) se dégage l'impression que les dirigeants qui rédigent ces organes ne veulent en rien faire l'autocritique honnête de la politique qui a conduit à l'échec, qu'ils persistent plus que jamais dans l'équivoque centriste, qu'ils se limitent à une phraséologie générale et se gardent bien de dresser les masses mécontentes contre les bourgeois et chefs stalinistes. De simples revendications de solidarité, liées à une absence de politique révolutionnaire et de perspective.

Au contraire, notre jeune et vaillante section bolchevik-léniniste, sans aide, sans moyens, décimée par la pire répression, assure par une propagande et une agitation menée dans les circonstances les plus difficiles, les conditions politiques et théoriques du redressement du mouvement et édifie pas à pas ses cadres, son avant-garde, la IVe Internationale.

Malgré la dispersion, consécutive aux emprisonnements et à la mobilisation, nos camarades ont pu éditer des bulletins, des papillons et faire paraître un supplément de la « Voz Léninista », ces derniers temps. Ils avaient pu fin septembre diffuser à Barcelone-ville 1.000 numéros de la « Voz Léninista ». Mais le Front Populaire monopolise le papier et les

imprimeries. Nos camarades n'ont pas d'argent. Ils sont dans la misère. Et même quand ils recueillent quelques sous, ils ont des difficultés extraordinaires pour trouver du papier. C'est pourquoi d'autant plus méritoire apparaît leur travail.

Tout d'abord, ils mènent l'agitation, dans l'armée, dans les manifestations, dans les usines, pour les mots d'ordre immédiats liés à la reconstruction des comités. Par exemple : « Comorera vous dit : Moins de Comités et plus de pain. Les Comités ont été dissous et aujourd'hui, seuls les bureaucrates, les traitres et les fascistes peuvent manger. Pour le pain du prolétariat, contre la réaction et le fascisme, élisez des comités d'ouvriers, de paysans pauvres et de combattants. Seuls ces comités pourront résoudre le problème des subsistances. » (Section Bolchevik-léniniste d'Espagne, IVe Internationale.)

Dans l'armée, tout en se trouvant en première ligne du feu contre Franco, les bolcheviks-léninistes lancent les mots d'ordre contenus dans le papillon ci-après :

« A bas l'apolitisme dans l'armée ! Exigez la liberté de réunion, d'agitation, de propagande ! Election par les soldats des Commissions politiques et des officiers ! Soldes et nourriture égales pour les officiers et les soldats. Elisez des comités de soldats pour la défense de vos droits et libertés. » (Section bolchevik-léniniste d'Espagne, IVe Internationale.)

Dans la manifestation qui a suivi la victoire de Teruel, nos camarades se sont adressés ainsi aux travailleurs, dans un tract diffusé auprès des manifestants :

« On ne peut assurer et exploiter la victoire de Teruel que par la lutte contre la bourgeoisie. Défendez les collectifs menacés par le gouvernement de F. P. ! Liberté pour les 15.000 révolutionnaires emprisonnés ! Egalité et liberté pour la presse et les organisations ouvrières ! Comités ouvriers pour distribuer le pain et les vivres ! Libre propagande révolutionnaire pour les soldats ! Ouvriers, propagez ces mots d'ordre dans les manifestations. » (Section bolchevik-léniniste d'Espagne, IVe Internationale.)

Mais nos camarades savent combiner avec cette agitation auprès des ouvriers et des soldats, la tâche, non moins capitale, d'éducation et de discussion patiente auprès des militants pour tirer les leçons des défaites, pour démontrer la nécessité de réaliser le programme de la IVe Internationale. C'est ainsi qu'après une longue discussion avec un groupe de soldats composé de membres du P.O.U.M., d'anarchistes, d'anciens membres du S.A.P., 80 valeureux combattants de l'armée républicaine ont donné leur adhésion à la politique et à l'organisation de la IVe Internationale. Ces camarades ont, après un examen sérieux de la situation, rejoint nos positions. C'est là un succès fort important. C'est un succès pour la section bolchevik-léniniste d'Espagne et pour tout le mouve-

Regroupement Impérialiste contre l'U. R. S. S.

C'est sous l'aiguillon d'une nouvelle crise mondiale actuellement en formation et de la croissance inouïe des réarmements colossaux que les bourgeois européens simulent des efforts pour trouver un compromis.

L'U.R.S.S. est directement menacée. Staline multiplie ses concessions au Japon et accentue sa réserve en Chine, comme en témoigne les déclarations du ministre chinois en U.R.S.S. La bureaucratie stalinienne menace les puissances occidentales au cas d'abandon de reprendre la tactique de la lutte des classes et exerce sur leurs gouvernements une pression par les sections « communistes » nationales, manifestant ainsi malgré elle en cette période de crise que le seul instrument efficace pour défendre l'U.R.S.S. reste le prolétariat mondial.

Et l'impérialisme français ? Il sait que, lui surtout, fera les frais du pacte à quatre ; qu'en tous cas il y perdra ce qui lui reste d'hégémonie en Europe et son système d'alliances. Mais, seul, en face de l'hostilité anglaise, il sait aussi qu'il ne peut pas plus aujourd'hui qu'hier « faire le grand jeu de l'Europe ». D'où les hésitations des derniers débats à la Chambre.

On ne peut tirer qu'une conclusion : il n'y a pas de politique extérieure de l'impérialisme français. Cela pour plusieurs raisons. La crise économique et sociale à l'intérieur ne permet pas à l'impérialisme français d'affronter les rivalités internationales avec l'assurance, malgré la complexité cyniquement avouée des directions « ouvrières », qu'il aura le pays unanime derrière lui. La base nationale de l'impérialisme français est trop étroite pour lui permettre d'assurer efficacement ses exigences multiples et contradictoires. L'essai donc de maintenir sa position, en se débattant dans ces contradictions inextricables.

Aussi l'unanimité à la Chambre n'est-elle que pure façade. Elle indique l'incertitude de la bourgeoisie

française, nullement son orientation en politique extérieure. Un point d'importance pourtant mérite d'être dégagé et constitué, seul, le fond réel de cette unanimité. Bourgeois de toutes nuances et chefs « ouvriers » ont une fois de plus exprimé leur volonté de tout sacrifier et d'écartier toute division devant l'Union sacrée pour la défense « des intérêts généraux de la France », particulièrement pour la défense nationale. Qu'est-ce que cela veut dire clairement ? Que la bourgeoisie — elle le rappelle à ses valets dans le camp ouvrier — entend sacrifier aux exigences de l'impérialisme français et des dépenses militaires, les réformes sociales, les libertés politiques et la libération des peuples coloniaux.

Quels sont les autres points d'unanimité ? Subordonner toute initiative au maintien de l'alliance anglaise. La bourgeoisie française sait bien qu'elle ne peut conserver ses positions en Europe que dans la mesure où elle s'y met au service des intérêts anglais. Devant la menace d'une expansion allemande, beaucoup plus dangereuse pour l'impérialisme français que pour l'Angleterre, maintien du pacte franco-soviétique. Enfin, à la faveur des négociations ouvertes, faire pression pour aboutir à un pacte tripartite, renouvelant l'accord de Stresa, entre l'Angleterre, la France et l'Italie. Un tel pacte ne réglerait pas, du moins par une pause provisoire, les contradictions européennes, mais la bourgeoisie française espère en faire une arrière devant l'expansion allemande.

Au sein même de cette unanimité une double opposition se manifeste. A droite, Flandin et la fraction la plus réactionnaire de la bourgeoisie, qui poussent à fond la constitution du pacte à quatre. Ils sont sur le espoir de maintenir les positions européennes et coloniales de la France par un accord avec l'Allemagne sur la base d'une poussée allemande vers l'Est contre l'U.R.S.S. ; et, par suite, en continuant une nouvelle Sainte Alliance réactionnaire, de pouvoir se garantir contre une poussée révolutionnaire en Europe et d'écraser rapidement le mouvement ouvrier en France.

A gauche, les députés communistes, qui défendent les intérêts menacés de la bureaucratie stalinienne. Ils font pression pour maintenir l'efficacité militaire du pacte franco-soviétique et l'appui français à la participation de l'U.R.S.S. au concert européen. Mais, contrairement à ce qu'on sur le terrain de l'Etat ouvrier et du prolétariat mondial, mais sur celui de la bureaucratie stalinienne et des rivalités impérialistes, ils ne peuvent continuer qu'une « opposition de sa maj. té ». Ils mènent une po-

litique de chien crevé, au fil des eaux franco-anglaises. Définitivement entraînés par le courant d'union sacrée qu'ils ont suscité, ils cèdent, sous le couvert d'une résistance journalistique et parlementaire, aux exigences que dicte sa situation à l'impérialisme français. Gabriel Péri propose vainement à la bourgeoisie de défendre ses intérêts par une politique impérialiste différente de celle qu'elle accepte et favorise aux visées du stalinisme. Mais Chautemps, Delbos et Reynaud sont meilleurs juges des intérêts de leur classe que Péri. Affaiblissant par des concessions sans cesse grandissantes la résistance du prolétariat français, les stalinistes sacrifient par là même les véritables moyens de défense de l'Etat soviétique.

Sans doute une partie de la bourgeoisie française, représentée par Reynaud, veut-elle le maintien et le renforcement du pacte franco-soviétique. Mais c'est parce que, dans l'alliance, c'est l'impérialisme français qui domine ; parce que le pacte à la France fournit un appui militaire important ; parce que, par leur conduite passée, Staline et les stalinistes français ont montré à la bourgeoisie leur volonté de sacrifier à cette alliance tous les intérêts des ouvriers et de la révolution.

A quels changements aboutissent ces transformations dans les rapports de force ? Il est trop tôt pour le dire. On ne peut que se borner à quelques constatations et surtout à des conjectures. Rien n'est encore entré dans une étape décisive. Les négociations se prolongent avec des hauts et des bas, traduisant l'inextricable enchevêtrement des intérêts. Mais elles s'orientent incontestablement vers le compromis. Dans un accord ultérieur, l'axe Rome-Berlin se trouvera noyé, révélant ainsi qu'il ne constituait qu'une association de mécontentements, résolue à se frayer une issue vers le marché mondial, mais incapable d'une politique d'entrevue mondiale et prête à se disjoindre devant l'éventualité d'un accord satisfaisant. L'axe sera-t-il brisé ? Toutes les contradictions qui opposent l'Allemagne et l'Italie dans leur expansion, mènent fatalement à cette rupture. Dans la mesure où le bloc franco-anglais offrira à l'Italie des satisfactions substantielles, l'axe se rompra et l'Allemagne sera isolée.

En tous cas, une conséquence maintenant inéluctable des négociations est l'isolement de l'U.R.S.S. et l'affaiblissement de ses positions : c'est la conséquence fatale de toute la politique de Staline au cours des dernières années. Abandonnant toute confiance dans le soutien du prolétariat, contrairement même par sa position intérieure à lutter contre tout mouvement prolétarien dans le monde, la bureaucratie stalinienne a confié la défense de l'U.R.S.S. à des alliances militaires avec des impérialismes, sacrifiant à ces accords les intérêts ouvriers. Mais alors, les bolcheviks-léninistes ont dénoncé ces pactes, tels qu'ils étaient conclus, comme une duperie. Ils ne donnent rien à l'U.R.S.S. Par contre, ils paralysent l'instrument essentiel de sa défense, la lutte prolétarienne, en liant les ouvriers à leurs bourgeoisies. Dès lors, nous avons dit : « La bourgeoisie française trahira, et trahira à tous les instants. »

Aidez votre "LUTTE OUVRIERE"

Hebdo ! Hebdo ! Hebdo !

Chacun déclare que la parution tous les 15 jours de la Lutte doit faire place à la réparation hebdomadaire, en attendant mieux, mais chacun de nos lecteurs sympathisants, doit comprendre que cette réparation dépend de lui ; à nouveau nos frais augmentent ; à 0 fr. 50 notre L.O. devient une exception ; nous voulons conserver aussi longtemps que possible ce prix et nos tarifs très bas d'abonnements ; il y a une condition : pour trouver des abonnements, pour commander, diffuser et payer plusieurs exemplaires à chaque parution, pour souserire et faire souserire.

Engagez-vous...

Engagez-vous... dans la Phalange des Amis de la L.O. ; pour cela, inscrivez-vous pour une souscription régulière à partir de 5 fr. (précisez-bien : hebdo, bimensuelle ou mensuelle), envoyez à l'administration de la L.O. nom et adresse et vous recevrez périodiquement par lettre un rappel et une formule de chèque postal prête à être déposée à la poste.

Des dépôts partout !

Evitez les erreurs de transmissions de fonds : pour la Lutte Ouvrière, n'employez que le compte chèque postal : Alfred Bardin 1907.81-Paris, et précisez toujours sur le talon la destination détaillée de la somme envoyée.

Des dépôts partout !

Trouvez partout un ou plusieurs dépôts de vente, transmettez-nous adresses et nous traiterons directement avec dépositaires. Ceci s'adresse aux camarades de :

Château-Thierry, Nice, Grasse, Vallauris, Charleville, Nouzouville, Narbonne, Marseille, Aix, Bourges, Dijon, Dole, Valence, Finistère, Gironde, Rennes, Grenoble, Jura, St-Etienne, Le Puy, Loire-Inférieure, Orléans, Angers, Saumur, Reims, Nancy, Loriet, Metz, Nevers, Nord, Oise, Arras, Lens, Puy-de-Dôme, Haut-Rhin, Lyon, Villeurbanne, Niort, Amiens, Montauban, Toulon, Avignon, Limoges, Vosges, Yonne.

La L. O. est en vente à :

(K : kiosque - L : librairie - T : tabacs-journaux) Antibes : L. place Nationale ; Cannes : L. 4, rue d'Antibes ; Menton : T. place G.-Clemenceau ; Marseille : K. vieille Bourse du Travail ; Ajaccio : L. 2, rue Sergent-Gasalonga ; Chartres : Faucons Rouges, 47, rue d'Illy ; Nîmes : T. 80, boul. Gambetta ; T. 36, boul. V.-Hugo ; Montpellier : L. 11, rue du Palais ; Tours : L. 60, rue E.-Vaillant ; Grenoble : T. 149, cours Berriat ; St-Claude : L., rue du Pré ; Perpignan : K place Arago ; Prades : Respaud, journaux, route Nationale ; Strasbourg : Kiosques Hamel ; Rouen : K coin cours Bioledieu, rue du Grand Pont ; K. coin quai de Paris-Pont Corneille ; Le Havre : L. 59 et 144, cours de la République ; K. Hôtel de Ville et Place Gambetta ; Hyères : K. place des Autobus ; Avignon : K. Dômeque ; Poitiers : T. la Civette, place d'Armes.

Pour que la Lutte redevenue hebdomadaire, SOUSCRIS et FAIS SOUSCRIRE.

Si tu veux lire la Lutte chaque semaine, ABONNE-TOI.

Achetez TOUS vos journaux TOUJOURS au même dépositaire de la « Lutte Ouvrière ».

13 Numéros : 5 francs !

Adhère à la Phalange des Amis de la « Lutte Ouvrière ».